



Actualités statistiques

Chômage : toujours au-dessus des 7 000 demandeurs d'emploi

En données observées, la Mayenne compte 7 101 demandeurs d'emploi de catégorie 1 ⁽¹⁾ fin février 2003, soit une diminution de 3,8 % sur un mois, mais une augmentation de 9,4 % sur un an. Dans les deux cas, c'est le taux d'évolution le plus élevé parmi les cinq départements des Pays de la Loire. La Mayenne se caractérise toujours autant par un taux élevé de femmes et de jeunes de moins de 25 ans parmi les demandeurs d'emploi, mais par contre par un taux moins élevé de chômeurs de longue durée.

*Demandeurs d'emploi de catégorie 1 fin février 2003
(données observées)*

	Mayenne	Pays de la Loire	France
DEFM cat. 1	7 101	112 452	2 424 467
dt femmes (%)	52,7	51,0	47,3
dt jeunes moins de 25 ans (%)	24,1	20,0	16,5
dt chômeurs de longue durée (%)	21,2	27,6	29,1

Source : DRTEFP, *Emploi - travail*, édition mensuelle 2/03, 1^{er} avril 2003 (2 p.)



Actualités juridiques

Chèque-emploi associatif

La proposition de loi est annoncée à l'ordre du jour de la séance du 7 mai à l'Assemblée nationale. La Commission des affaires sociales a adopté la proposition de loi le 4 mars dernier. Pour les dispositions de ce texte, voir la *Lettre du CEAS* n° 177 d'avril 2003, page 18.

Droit de vote obligatoire ?

Charles Cova, député UMP de Seine-et-Marne, et trente-sept autres députés ont déposé une proposition de loi constitutionnelle visant à ce que le suffrage soit non seulement « universel, égal et secret », mais aussi « obligatoire ».

Les députés rappellent qu'en France le vote est facultatif. L'obligation de voter, en effet, reste un devoir moral. Selon eux, « le droit de suffrage devrait être considéré moins comme une faculté privée que comme une fonction sociale garantissant le fonctionnement régulier des pouvoirs publics et la participation totale, voire l'adhésion des Français à la vie politique de notre pays ». Et de rappeler que cette conception du suffrage est déjà appliquée dans de nombreux pays européens tels que la Belgique, le Danemark, l'Italie, le Luxembourg et certains cantons suisses.

Dans l'immédiat, cette proposition est renvoyée à une commission...

⁽¹⁾ – Demandeurs d'emploi immédiatement disponibles, à la recherche d'un emploi à durée indéterminée et à temps plein. Fin février 2003, la Mayenne compte 4 680 demandeurs d'emploi dans les autres catégories.

Les conseils de développement

Le jeudi 3 avril 2003, l'Assemblée nationale a adopté, en deuxième lecture, diverses dispositions relatives à l'urbanisme, à l'habitat et à la construction. Le texte avait fait l'objet d'un premier passage à l'Assemblée nationale le 29 janvier et au Sénat le 26 février. Il doit revenir en seconde lecture au Sénat le 7 mai.

Rappelons que le 13 décembre 2002, le Comité interministériel d'aménagement et de développement du territoire (CIADT) avait envisagé de donner un caractère facultatif au conseil de développement. L'obligation de constituer un conseil de développement est finalement conservée. Ses modalités de constitution restent libres. Très précisément, « *un conseil de développement librement organisé est associé à l'élaboration du projet de pays et à son suivi* ».

Un amendement visait à permettre aux conseils de développement de participer aussi à l'évaluation de la charte, et pas seulement à son élaboration et à son suivi. Jean-Paul Delevoye, ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de l'aménagement du territoire a répondu que si la création du conseil de développement est obligatoire, « *il ne s'agit pas de lui conférer un pouvoir d'évaluation. Il ne doit pas devenir un petit conseil économique et social local. Parce qu'il est tenu de rendre compte, il revient à l'exécutif de mettre en place son système d'évaluation* »...



Nous avons reçu

Institut national de la statistique et des études économiques des Pays de la Loire (INSEE), *Etudes* (4 p.).

- « Les agents de l'Etat en Pays de la Loire », n° 15 d'avril 2003.

Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE), *INSEE Première* (4 p.).

- « Hypermarchés et grand commerce spécialisé : séduire et fidéliser sa clientèle par l'innovation », n° 891 d'avril 2003.
- « Mortalité des femmes et environnement familial : rôle protecteur de la vie de famille », n° 892 d'avril 2003.
- « La santé des sans-domicile usagers des services d'aide », n° 893 d'avril 2003.

Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE), *Economie et Statistique*.

- « Analyse conjoncturelle : entre statistique et économie », n° 359-360, 2002 (178 p.).

Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES), *Etudes et Résultats*.

- « Les rémunérations dans les établissements de santé privés – Evolutions de 1999 à 2001 et comparaisons avec l'ensemble du secteur hospitalier en 1999 et 2000 », n° 230 d'avril 2003 (8 p.).
- « Les personnes suivies régulièrement pour troubles psychiques ou mentaux », n° 231 d'avril 2003 (11 p.).

A vos écrans, à vos plumes !

Dans la prochaine *Lettre du CEAS*, nous souhaiterions présenter le site « www.sante-mayenne.com ». Pouvez-vous apporter votre contribution ? Pour cela, c'est tout simple, partez à la découverte de ce site d'informations médicales pratiques et faites-nous part de vos remarques et suggestions.

La pensée hebdomadaire

En cas de pression trop forte, méditez :
dans deux jours, demain sera hier.